

Les politiques de l'Union européenne sur les matières premières nuisent aux droits humains : lancement de la campagne STOP MAD MINING

La campagne "Stop Mad Mining" - menée par treize organisations environnementales, de défense des droits et de solidarité internationale d'Europe et d'Amérique centrale, dont l'AITEC, – plaide contre l'extraction forcée des matières premières, qui entraîne la violation de droits humains et les destructions environnementales, en particulier dans les pays du sud.

Paris, le 27 mars – Christian Initiative Romero (CIR) et PowerShift ont lancé à Berlin, lors d'une conférence de presse, la campagne qui promeut l'inclusion de dispositions contraignantes dans le projet de régulation européenne sur les minerais des conflits. Lors de cette conférence de presse, l'attention a été portée sur le lien existant entre l'extraction des minerais des conflits d'une part et le financement des guerres civiles, les violations de droits humains, les destructions environnementales, l'accaparement des terres, l'appauvrissement des communautés et des conditions de travail catastrophiques d'autre part.

Ces mêmes problématiques se retrouvent dans l'extraction d'autres types de matières premières, telles que le cuivre ou les énergies fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz.

L'objectif présumé de la régulation de l'UE est d'endiguer le commerce des minerais de conflits. Cependant, selon Michael Reckordt de PowerShift, cette régulation restera un "tigre de papier" tant qu'elle en restera à proposer des principes volontaires aux entreprises concernées plutôt que mettre en oeuvre des règles contraignantes tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Celles-ci existent pourtant déjà aux États-Unis et dans certains pays africains et la proposition de régulation actuelle risque même de nuire aux standards existants.

La campagne "Stop Mad Mining – Contre l'extractivisme et pour une consommation responsable des ressources naturelles" est composée de treize organisations de la société civile qui plaident auprès des décideurs politiques européens – en particulier les élus du Parlement européen – afin de renforcer la régulation des industries extractives. La campagne vise également à sensibiliser les citoyens européens aux impacts de leur consommation de matières premières. Forts d'une meilleure compréhension des enjeux, les citoyens pourront agir en consommateurs et acteurs responsables et solidaires face aux enjeux environnementaux et sociaux mondiaux.

Une autre demande de la campagne rappelle l'exigence de consultation des communautés affectées par les projets extractifs – un droit – afin qu'elles puissent s'y opposer formellement. Marcos Galves, président du CRIPDES, une organisation partenaire de la campagne issue de la communauté de Nueva Trinidad au Salvador, dénonce: "nous avons assisté, pendant l'exploration de la mine "El Dorado" à l'assèchement des sources d'eau fraîche, ainsi qu'à l'assassinat de six personnes engagées dans les mouvements de résistance". Un référendum communautaire a été organisé par le CRIPDES et aura lieu le 29 mars.

This press release has been produced with the financial assistance of the European Union. The contents of this press release are the sole responsibility of AITEC and can under no circumstances be regarded as reflecting the position of the European Union



L'AITEC sera particulièrement impliqué dans des projets d'expertise sur les conséquences de l'exploitation des énergies fossiles, en particulier dans la perspective de la COP21 qui aura lieu à Paris en 2015. En liant les problèmes d'injustice écologique contre lesquels luttent les mouvements sociaux en Europe et dans le sud (en particulier en Afrique du Nord dans le cadre de ce projet), le travail de recherche et d'analyse de l'Aitec alimentera le plaidoyer au niveau national, européen et international. Ce travail permettra d'autre part que les citoyens aient une meilleure compréhension de ces enjeux et exigent des politiques et des règles qui protègent les droits humains et l'environnement en France comme partout dans le monde.

Contact:

Lala Hakuma Dadci

AITEC

lala-hakuma.aitec@reseau-ipam.org

+33 1 43 71 22 22

Notes:

Créée par des urbanistes, économistes, cadres d'entreprises, juristes..., dans une volonté de (re)lier la pratique professionnelle à l'engagement politique, l'Aitec participe à la construction d'une expertise ancrée dans les luttes sociales et à la formulation de propositions alternatives.

Droit au logement / droit à la ville, politiques de commerce et d'investissement, activités des multinationales et alternatives de développement : un réseau de citoyens et d'experts engagés, des analyses et des propositions.

<http://aitec.reseau-ipam.org/>

This press release has been produced with the financial assistance of the European Union. The contents of this press release are the sole responsibility of AITEC and can under no circumstances be regarded as reflecting the position of the European Union



2015 European Year for Development